

La présence de la Chine en Afrique

Conférence réalisée par Alain ANTIL le 9 février 2017



Alain ANTIL, chercheur, responsable du programme Afrique Subsaharienne de l'IFRI.

Il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille et à l'Institut Supérieur Technique Outre-Mer (ISTOM). Par le passé, il a été chercheur associé au Laboratoire d'Etude du Développement des Régions Arides, collaborateur d'International Crisis Group et contributeur régulier de la revue Sciences Humaines. Il a enseigné à l'université de Rouen et l'université Versailles Saint-Quentin en Yvelines. Ses recherches portaient initialement sur l'importation de l'Etat en Afrique et des modes politiques exogènes. Il a en particulier travaillé sur l'imposition des frontières et des territoires nationaux, puis ultérieurement sur les élections. Ses travaux concernaient essentiellement la Mauritanie et les espaces sahéliens.

Ces dernières années, il a travaillé également sur la politique africaine du Maroc, sur les questions de sécurité au Sahel, sur la question des trafics en Afrique de l'Ouest et au Sahel, sur les compétitions pour les terres agricoles et les questions alimentaires. Il prépare actuellement un ouvrage sur la question des trafics entre l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb.

L'Afrique, un continent en pleine évolution

L'Afrique est en pleine croissance démographique. En effet, en 60 ans (de 1950 à 2010), la population a été multipliée par cinq. Cependant, cette croissance cache de nombreuses disparités avec des taux de fécondité hétérogènes. Certains pays d'Afrique sont très en avance avec des taux de fécondité inférieurs aux seuils de renouvellement, tandis que d'autres ont un taux très élevé. Par exemple, le Niger a un indice de fécondité le plus important avec 7,6 enfants par femme. En 2050, les démographes prévoient 2 milliards d'habitants. En d'autres termes cela veut dire qu'en un siècle, la population sera multipliée par 10. L'urbanisation progresse encore plus rapidement également : en 1950, seule 5 % de la population était urbanisée, actuellement l'urbanisation est de l'ordre de 35%. En 2050, le tau sera compris vraisemblablement entre 50 et 60%.

Cette révolution démographique, conjuguée à une urbanisation de plus en plus importante, devrait représenter un moteur de croissance économique essentiel au développement de l'Afrique. En effet, depuis les années 2000, les indicateurs économiques affichent une croissance de 5% par an en moyenne sur le continent. Cependant, les contrastes entre pays sont importants et, plus généralement, les chiffres moyens ne veulent pas dire grand-chose, notamment au sud du Sahara, où les PIB additionnés du Nigeria et de l'Afrique du Sud représentent 50 % du PIB de la zone. De plus, le développement économique est inégal à l'intérieur même des territoires nationaux. Les zones côtières et les régions des villes capitales sont généralement privilégiées au détriment des terres intérieures souffrant d'un manque d'infrastructures, d'électricité, etc. Le niveau de pauvreté recule mais reste encore trop important.

En ce qui concerne le paysage politique, la démocratie a progressé en 15 ans, même si de nombreux pays peuvent être qualifiés de « démocratie », terme très parlant qui évoque un régime présentant un système électoral et concurrentiel mais où dans les faits les alternances sont rares. Les progrès démocratiques n'empêchent pas la subsistance de nombreux conflits mêmes si ces derniers sont généralement moins mortifères que pendant la guerre froide. L'émergence du fait terroriste, apparu assez tardivement au sud du Sahara, est devenu une préoccupation pour plusieurs zones en Afrique (Somalie et pays voisins, Bassin du lac Tchad ; bande saharo-sahélienne. Le

terrorisme se développe, non seulement en raison de la pauvreté, comme on le croit trop souvent, mais dans les zones où les Etats peinent à offrir des services, à assurer la sécurité à la population et surtout la justice.

Au total, malgré quelques indicateurs positifs, le continent africain reste très fragile.

L'investissement croissant de la Chine sur le continent africain

Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, la Chine a commencé à entretenir des liens avec des pays africains. Jusqu'aux années 80, les principales motivations de Pékin étaient de trouver des alliés chez les non alignés, mais également, et surtout, s'assurer que les pays africains qui avaient reconnu Taïwan, ne change de position. Pour ce faire, Pékin a développé pendant des décennies une image de « pays du Sud qui aide d'autres pays du Sud » en bâtissant notamment des infrastructures de prestige (ports, stades olympiques, palais présidentiels, ponts...). L'enjeu diplomatique était de rallier un maximum de pays africains à la reconnaissance de la RPC¹. Durant cette période, le volume des échanges commerciaux était limité à quelques réalisations de prestige (des ponts, des stades, etc.).

Dès le début des années 90, à la fin de la guerre froide, et à la faveur du désengagement de certains pays, notamment de l'Europe trop occupée à l'intégration des ex-pays de l'Europe centrale et orientale, de nouveaux Etats apparaissent dans le panorama africain. La Chine, quant à elle, évolue dans sa politique africaine avec une ambition économique plus affirmée.

Pour Pékin, l'Afrique est un réservoir au potentiel énorme (minerais, fer...) indispensable à son industrialisation. La Chine effectue de nombreux investissements dans le domaine minier. Elle est aussi très présente dans le BTP. L'Afrique devient un véritable marché avec un certain nombre de produits industriels bas de gamme chinois. Ses besoins en pétrole (et de diversification des sources d'approvisionnement) sont également de plus en plus importants, d'où des partenariats stratégiques avec certains pays comme l'Angola ou le Soudan. La Chine a fait de « l'Angola Model » un des modes d'accès aux ressources naturelles africaines. Il s'agit d'un modèle d'échange où la Chine exploite une ressource minière pendant plusieurs dizaines d'années en échange de la construction de certaines infrastructures (routes, chemins de fer, ponts, hôpitaux...). Les prêts préférentiels réalisés par la banque chinoise EXIM BANK sont aussi un nouvel instrument de la politique étrangère chinoise et tout particulièrement pour des pays aux ressources abondantes. Il est largement fait appel à des entreprises chinoises car celles-ci sont mentionnées explicitement dans le contrat de prêt. Ce type de prêt soulève de nombreuses critiques car il assure une part de marché à des entreprises étrangères.

D'un point de vue diplomatique, la Chine, devenant une grande puissance économique, entend bien être reconnue au plan international. Elle souhaite, lors des grands débats internationaux, être soutenue par l'Afrique, ce continent aux 54 pays.

A partir des années 2000, la Chine renforce encore ces liens. En 2000, les échanges Chine-Afrique représentaient 12 milliards de \$, en 2014 ceux-ci atteignent 225 milliards de \$. Pour mémoire, le volume des échanges entre l'UE et l'Afrique s'est monté à 360 milliards de \$ en 2013. 2 500 entreprises chinoises sont présentes en Afrique. La Chine a mis en place dès la fin des années 70, des zones économiques spéciales (ZES) sur son propre territoire. Une ZES est une région où les lois économiques sont plus libérales (libre échange, réductions fiscales, développement économique et technologique, zones de haute technologie). Les quatre premières ZES (dont SHENZHEN) se sont révélées très performantes et une sorte de laboratoire du capitalisme chinois et du développement. Aujourd'hui,

¹ République Populaire de Chine

plus d'une centaine de ZES existe sur le territoire. La Chine veut alors exporter ce modèle de développement en Egypte, en Sierra Léone, en Algérie, en Ethiopie, ...

Une évolution dans la perception de la présence chinoise

La présence chinoise croissante depuis 2010 a tout d'abord bénéficié d'une perception positive des Africains et de leurs dirigeants. La Chine ne fait pas de remarque sur la démocratie, elle ne fait pas d'ingérence et il est plus facile de travailler avec elle. Mais assez rapidement, des impacts négatifs ont été relevés :

- Les infrastructures sont de mauvaise qualité².
- La corruption est souvent pratiquée pour l'obtention des marchés.
- L'exploitation pétrolière, l'exploitation forestière et l'extraction des ressources minières démontrent, bien que la Chine prône une coopération sud-sud, une perpétuation de « l'échange inégal » (matière première contre produits manufacturés).
- La Chine exerce parfois des pressions politiques dans des pays où la dette est majoritairement chinoise (ex. du Kenya).
- Les entreprises chinoises n'embauchent pas suffisamment de main d'œuvre locale et préfèrent importer des travailleurs chinois.
- La Chine pratique une aide liée (entreprises chinoises mentionnées dans le contrat de prêt).
- Les entreprises chinoises ne respectent pas toujours les normes environnementales et sociales.

Des questions sécuritaires à la nouvelle stratégie chinoise

La présence de la Chine en Afrique étant de plus en plus forte, elle ne pouvait se désintéresser des questions sécuritaires car il lui faut défendre ses intérêts stratégiques sur le continent. La Chine est devenue le plus gros contributeur aux missions de maintien de la paix de l'ONU avec près de 8 000 casques bleus déployés. Mais elle s'implique aussi en installant une nouvelle base militaire à Djibouti, au risque de créer des tensions avec la France, les Etats-Unis et le Japon également présents.

Une des stratégies chinoises est de s'assurer de disposer de facilités portuaires pour renforcer et protéger son trafic maritime entre Asie et Europe. En effet, ces ports sont des hubs importants sur la « route de la soie » maritime développée par la Chine avec une volonté affichée de contrôler encore plus de ports et aussi de sécuriser certaines parties de cette route.



La route de la soie terrestre et maritime

² Un proverbe africain affirme : « Quand on achète chinois, on achète deux fois !!! ... » en d'autres termes, Le produit acheté étant de mauvaise qualité, il est nécessaire de racheter un nouveau produit !